M. Irwin: Pourquoi alors ont-ils fait ces profits à Wall Street?

M. Thomson: J'ai lu un discours qu'a prononcé l'autre jour l'ambassadeur du Canada à New York. Il a déclaré que les Américains devraient comprendre que notre programme énergétique national n'est pas discriminatoire; «Grand Dieu, nous ne ferions jamais de discrimination contre les placements étrangers.» Il a dit que le Canada avait le droit légitime de gérer ses affaires. Bien sûr, si nous nous fichons de l'opinion d'autrui. Mais il n'empêche que cette loi est discriminatoire envers les investissements étrangers et qu'elle permet au gouvernement canadien d'exproprier des biens qui ne lui appartiennent pas. Ces biens sont la propriété des sociétés qui ont investi dans les terres du Canada. Le gouvernement ne se contente pas d'exproprier les biens d'étrangers. Il exproprie également ceux de sociétés canadiennes qui ont investi au Canada.

L'ambassadeur du Canada est allé dire aux Américains qu'ils devraient faire preuve de tolérance à l'égard de l'objectif que vise le Canada dans sa politique énergétique. De quelle tolérance les députés d'en face feraient-ils preuve si quelqu'un venait voler leurs meubles dans leur salon? Se montreraient-ils tolérants?

Je me demande si les députés savent à quel point il est difficile de réunir des capitaux. Combien d'entre eux ont essayé de réunir des capitaux pour une nouvelle usine? Combien d'entre eux ont essayé de réunir des capitaux pour un projet valable? Le ministre d'État (Mines) (M^me^ Erola) a-t-elle jamais essayé de réunir des capitaux pour un projet qui en vaut la peine?

M. Taylor: Elle s'est portée candidate.

M. Thomson: A-t-elle jamais tenté de réunir des fonds pour forer un puits de pétrole ou pour acheter un derrick? Je l'ai fait. J'ai essayé de réunir des fonds pendant 20 ans, et c'était sacrément difficile. Je me souviens d'avoir fait de nombreux voyages à Toronto et à Montréal, au cours des années 50, 60 et 70, tâchant de réunir des fonds pour mettre en valeur des gisements de pétrole et de gaz, pour financer des forages et pour faire croître la société. Je n'ai pu obtenir un sou, parce que les banques et les investisseurs de l'est du Canada jugeaient l'entreprise trop risquée. Il est beaucoup plus facile de voler que de travailler. Le gouvernement et les députés d'en face le savent. Il m'a fallu aller à Houston et à Dallas pour réunir des capitaux. Ce que je n'ai pu faire au Canada, j'ai pu le faire à Houston et à Dallas, parce que les investisseurs américains ont su voir toutes les possibilités offertes dans l'ouest du Canada. C'était trop risqué pour les Canadiens.

La dernière société pour laquelle j'ai travaillé est partie de rien. Elle a commencé avec un derrick à Estevan, en Saskatchewan. Ce derrick coûtait $125,000 en 1964. A ses débuts, la société comptait 15 employés. Elle a réussi à survivre tant bien que mal pendant 15 ans. Si elle s'est développée, c'est grâce à des capitaux étrangers, pas des capitaux canadiens, mais des capitaux étrangers. En 1979, une autre compagnie canadienne l'achetait et devenait ainsi la plus grande compagnie de forages pétroliers terrestres et entrepreneur de maintenance en Amérique du Nord. Elle employait plus de 1,500 employés, dont 1,000 étaient canadiens. Ce sont des capitaux américains qui ont permis cette réalisation. Elle créa 1,000 emplois au Canada et 500 aux États-Unis. Sur une période d'une quinzaine d'années, elle fora environ 2,000 puits, contribuant ainsi pour beaucoup à l'économie du Canada ainsi qu'au bien-être d'un millier de Canadiens. Nombre de ces employés sont devenus actionnaires de la compagnie, ce dont ils étaient fiers.

● (1520)

S'il est une chose que je tiens à souligner au sujet du succès de cette compagnie, c'est bien que ses employés en étaient actionaires, qu'une partie de la compagnie leur appartenait et qu'ils se réjouissaient de ses réalisations et de son succès. Je ne puis vous dire combien d'entre eux prisaient et respectaient leur participation à la compagnie.

Il y a une bonne et une mauvaise façon de canadianiser notre industrie. La bonne façon consisterait à permettre à nos concitoyens et aux employés de ces sociétés de se porter acquéreurs d'actions. La mauvaise façon, ce serait que le gouvernement le fasse à leur place. Comment le gouvernement peut-il espérer susciter l'enthousiasme et la fierté chez les employés en question si c'est lui qui possède les actifs? Voyons un peu si vous saurez répondre à cette question. Seriez-vous fiers de votre maison si c'était le gouvernement qui en était propriétaire? Seriez-vous fiers de votre voiture si c'était également le gouvernement qui en était propriétaire? C'est toute la différence entre la propriété d'État et la propriété individuelle.

Les députés d'en-face semblent oublier cet aspect primordial. C'est parce qu'ils sont fiers que les gens travaillent dans la vie. Ce n'est pas parce qu'ils craignent de se faire botter le derrière, comme voudrait nous le faire croire le gouvernement libéral actuel.

Le Canada aura besoin de beaucoup d'investissements étrangers au cours des années qui viennent. Quand nous parlons d'investissements étrangers, nous entendons des perspectives d'emplois réels pour des Canadiens réels et bien vivants. Nous entendons également des revenus pour les Canadiens. Tels devraient être pourtant les objectifs de la politique du gouvernement.

Il me paraît insensé de refuser aux Canadiens l'occasion d'investir dans leur propre pays, et de décourager l'investissement des capitaux étrangers dont nous avons tant besoin au Canada pour créer une économie saine et productive.

Combien de capitaux faut-il pour créer un emploi au Canada? Quelqu'un le sait-il? Cela varie d'une industrie à l'autre. Je pense que le chiffre de $100,000 par emploi est probablement très inférieur à la réalité.

Je vois le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) hocher la tête pour dire qu'il n'en coûte pas si cher de créer un emploi chez nous. J'ai étudié un certain nombre de chiffres, et je crois que ce chiffre est très modéré. Quoi qu'il en soit, disons $100,000 par emploi. Combien d'emplois nous faut-il créer au Canada au cours des dix prochaines années? Un million? L'énormité des montants à investir pour créer une économie saine et productive au Canada a de quoi renverser. Nous ne pouvons pas réunir tant de capitaux à nous seuls pour répondre aux aspirations des Canadiens. Il nous faudra compter sur les capitaux étrangers, que cela nous plaise ou non. Le Canada avec ses 23 ou 24 millions d'habitants ne peut vivre refermé en lui-même. Les besoins dépassent nos ressources financières. Que devons-nous faire? Nous imposons-nous des contraintes? Limitons-nous notre capacité de production? Restreignons-nous les aspirations des Canadiens? Agissons-nous ainsi uniquement parce que nous voulons recueillir des capitaux dans